



Les leçons du processus de paix israélo-palestinien

Entretien avec Dr Mandy Turner

Page 1

Nouvelles et annonces

Page 9

Bulletin

FrancoPaix

Vol. 4, no 4 | Avril 2019

Les leçons du processus de paix israélo-palestinien

Entretien avec Dr Mandy Turner

Dr Mandy Turner a accepté de discuter des leçons du processus de paix israélo-palestinien pour la résolution des conflits et du rôle des acteurs internationaux avec le directeur du Centre FrancoPaix, le professeur Bruno Charbonneau.

Mandy Turner est directrice du Kenyon Institute (Council for British Research in the Levant) à Jérusalem-Est, qu'elle a rejoint en 2012 après avoir enseigné la résolution des conflits au département des études sur la paix de l'Université de Bradford (Royaume-Uni). Ses recherches portent sur les politiques d'intervention internationale et l'économie politique de la consolidation de la paix, en particulier dans les territoires palestiniens occupés, mais aussi de manière comparative.

Ses publications incluent : *The Politics of International Intervention : The Tyranny of Peace* (dirigé avec F. P. Kühn, 2016) ; *Decolonizing Palestinian Political Economy : De-development and Beyond* (dirigé avec O. Shweiki, 2014) ; et *Whose Peace ? Critical Perspectives on the Political Economy of Peacebuilding* (avec M. Pugh et N. Cooper, 2008). Son nouveau livre *From the River to the Sea: Palestine and Israel in the shadow of 'peace'* a été publié par Rowman et Littlefield/Lexington Books en avril 2019.¹



Construction de logements à Beitar Illit, l'une des colonies de peuplement d'Israël dont le développement est le plus rapide en Cisjordanie occupée. La communauté internationale considère que les colonies de peuplement israéliennes dans les territoires palestiniens occupés sont illégales au regard du droit international.

Entretien réalisé par Bruno Charbonneau

Bruno Charbonneau (BC) :

Vous travaillez sur le conflit israélo-palestinien depuis 16 ans et en êtes témoin depuis 2012. Que pouvons-nous apprendre du processus de paix israélo-palestinien (PPIP) ?

Mandy Turner (MT) :

Que cela ait été planifié ou non, l'accord de paix de 1993 entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) – la Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autonomie (également connue sous le nom d'Accords d'Oslo) – a permis à Israël d'accélérer plutôt qu'arrêter la politique de construction de colonies dans les territoires palestiniens occupés (TPO), en expropriant des terres et autres ressources naturelles palestiniennes, en faisant fi du droit et des demandes d'autodétermination des Palestiniens, et en recourant à une extrême violence militaire. Les opérations militaires les plus importantes d'Israël dans les TPO ont eu lieu pendant cette soi-disant période de « paix ».

Le cas israélo-palestinien est empiriquement et théoriquement fascinant. Ce cas nous oblige à considérer

notre manière de conceptualiser le système international, la nature du pouvoir et la manière de comprendre les interventions internationales.

BC : On entend toujours parler du PPIP, mais il semble qu'il n'y ait jamais de résolution. Est-ce juste d'affirmer cela ? Si oui, comment en sommes-nous arrivés là ? S'il n'y a pas d'impression ou de processus vers la résolution du conflit, qu'est-ce que le PPIP ?

MT : C'est aujourd'hui un cliché courant, souvent exprimé par les critiques, que le PPIP n'a été qu'un processus, sans paix. Cependant, cela ne rend pas compte de ce que je considère, comme beaucoup d'autres, comme une parodie moderne « d'établissement de la paix ».

Au départ, la Déclaration de principes a été saluée comme une réussite, car elle semblait marquer un compromis historique : elle consacrait le principe de la partition et donc la fin des désaccords sur la question de savoir qui avait le droit exclusif au territoire de la Palestine mandataire. L'OLP devait renoncer à son rêve d'un État laïque démocratique

du Jourdain à la Méditerranée, et s'installer sur les terres occupées en 1967. Israël devait renoncer à son rêve d'un Grand Israël (*Eretz Israël*) en mettant fin à son expansion dans les TPO (y compris Jérusalem-Est). Le fait que certains membres de l'OLP espèrent encore aujourd'hui un État laïque sur l'ensemble du mandat de la Palestine est sans importance parce qu'ils n'ont pas le pouvoir de le réaliser, et la politique officielle de l'OLP depuis 1988 préconise une solution à deux États. Mais il est clair qu'Israël contrôle toujours les TPO et a accéléré ses politiques d'expansion des colonies de peuplement et d'accaparement des terres, montrant ainsi qu'il poursuit toujours son objectif d'*Eretz Israël* et continue d'affirmer sa souveraineté sur l'ensemble de Jérusalem, en violation du droit international.

Bien entendu, Israël a renoncé à certaines parties des TPO en retirant son armée d'environ 20 % de la Cisjordanie dans les années 90 et en se désengageant unilatéralement de Gaza en 2005. Mais ces zones de Cisjordanie, fortement peuplées de Palestiniens, sont entourées de terres contrôlées par Israël – ce ne sont pas des zones contiguës. Et le désengagement de Gaza a été entrepris pour qu'Israël puisse se concentrer sur le contrôle de la Cisjordanie, plus historique et stratégique – nous le savons parce que le premier ministre israélien Ariel Sharon l'avait déclaré à l'époque.² Depuis ce processus de désengagement, Israël a imposé à Gaza un blocus paralysant qui en a fait un « habitat inhabitable », selon l'ONU.³

Il n'y aura pas de résolution tant qu'Israël continuera à absorber les terres destinées à un État palestinien. La stratégie de colonisation d'Israël a commencé immédiatement après l'occupation en 1967 et a été poursuivie depuis par tous les gouvernements israéliens (quelle que soit leur affiliation politique). C'est un crime de guerre qu'un occupant installe sa propre population civile dans une zone occupée - une zone qui est également censée favoriser l'autodétermination des Palestiniens par le biais d'un État souverain. Pourtant, le nombre de Juifs-Israéliens en Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) a presque doublé entre 1993 (date de la signature d'Oslo) et 2000 (date de la deuxième Intifada), et a presque doublé à nouveau – il est maintenant d'environ 750 000. La Déclaration de principes stipulait qu'aucune des parties ne pouvait entreprendre d'actions susceptibles d'avoir un impact sur les questions relatives au statut final. Les colonies violent à la fois le principe et l'esprit des accords de paix.

Il y a beaucoup à dire sur la stratégie des dirigeants palestiniens, et les critiques abondent. Cependant, les « *Palestine Papers* » publiés par la chaîne d'information Al-Jazeera en dit long sur leur position de faiblesse, et sur le fait que personne ne les a soutenus pour faire respecter le droit international malgré un compromis majeur de leur part : accepter un État palestinien tronqué, sur seulement 22 % du territoire de la Palestine mandataire.

Il ne fait guère de doute que l'expansion des colonies de peuplement est le principal obstacle à la création d'un État palestinien souverain et donc à la solution à deux États, malgré les affirmations contraires d'Israël et de ses alliés. Le droit international considère les colonies de peuplement comme illégales et un crime de guerre en vertu de la quatrième Convention de Genève, comme l'a confirmé le Conseil de sécurité des Nations Unies en décembre 2016. Le président Barack Obama avait utilisé son veto à plus de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU que tout autre président américain dans le passé. Ses relations avec le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu étaient tendues. Par une gaffe présidentielle, Obama a exprimé sa frustration à l'ancien président français Nicolas Sarkozy lors du

sommet du G20 de novembre 2011, un microphone ayant diffusé par inadvertance aux journalistes une conversation privée entre les deux chefs d'État. Le fait que les États-Unis n'aient pas opposé leur

veto à la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU a été l'occasion pour l'administration Obama de montrer sa frustration face à la politique de colonisation israélienne. Et, bien sûr, nous avons eu un avant-goût des choses à venir puisque le futur président Donald Trump avait condamné, à l'époque, l'abstention des États-Unis à ce vote, déclarant qu'il n'y aurait pas de telles critiques à l'égard d'Israël sous sa présidence.

Le PPIP est aujourd'hui, et a peut-être toujours été, une illusion d'optique qui a ouvert la voie à l'imposition d'une paix du vainqueur, et a impliqué les dirigeants palestiniens dans la dépossession de son peuple.

BC : Comment décrivez-vous l'état actuel du PPIP ? Peut-on parler d'une « perturbation Trump » ?

MT : Le processus de paix n'a jamais été dans un si mauvais état : il n'y a pas eu de pourparlers de paix depuis l'initiative du secrétaire d'État américain John Kerry en 2013-2014. Même pendant la deuxième Intifada (2000-2004) et l'opération Bouclier défensif (2002), lorsqu'Israël a attaqué et détruit

les infrastructures et les institutions palestiniennes en Cisjordanie, les pourparlers se sont poursuivis : le Sommet de Taba en 2001, la Feuille de route pour la paix en 2002, et l'Initiative de Genève en 2003. On a beaucoup parlé d'un « plan de paix » Trump – ce qu'il appelle « l'accord du siècle », donnant l'impression qu'il vend une voiture d'occasion plutôt que de contribuer à résoudre le conflit le plus insoluble au monde. Cependant, rien ne s'est encore matérialisé. On peut imaginer ce que les actions de Trump jusqu'à présent signifieront probablement pour « l'accord du siècle » : Israël annexera ses principales colonies de peuplement en Cisjordanie et conservera le contrôle de la vallée du Jourdain, Jérusalem restera uni sous souveraineté israélienne, l'OLP/l'Autorité palestinienne (AP) conservera le contrôle (non souverain) des zones palestiniennes à forte densité démographique, les réfugiés continueront à être ignorés et Gaza sera traitée séparément.

Bien que les États-Unis aient toujours soutenu Israël, en grande partie sans condition, Trump a rompu avec certains aspects importants de la politique américaine – ou les a peut-être poussés à une logique extrême. La première chose à noter est l'équipe extrêmement partisane qui travaille sur le cas Israël-Palestine, en particulier parce qu'elle soutient l'expansion des colonies israéliennes. Avant d'être ambassadeur des États-Unis en Israël, David Friedman a présidé l'association 'Les amis américains de Beit El' (qui a reçu un don important de Trump en 2003), une ONG américaine qui soutient financièrement une colonie juive située en Cisjordanie, près de Ramallah. En 2016, Friedman a qualifié la solution à deux États « d'escroquerie » et a qualifié les Juifs qui la soutiennent de « kapos » - un terme très insultant qui signifie la collaboration avec l'ennemi et qui décrivait les individus juifs enrôlés par les SS pendant l'Holocauste pour servir comme administrateurs ou fonctionnaires dans les camps de concentration. Jared Kushner et Jason Greenblatt ne considèrent pas non plus les colonies israéliennes dans les TPO comme un obstacle à la paix. John Bolton et Mike Pompeo sont également extrêmement partisans concernant Israël.

La deuxième chose à noter au sujet de la « rupture » Trump est la tentative de retirer certaines questions de la table des négociations. En 2018, Trump a mis en œuvre la loi US Embassy Act de 1995 qui reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël où il a déplacé l'ambassade des États-Unis. Il s'agit d'une rupture radicale avec 70 ans de politique étrangère des États-Unis à l'égard de Jérusalem, bien que les bases de cette décision aient déjà été posées en 1995. Toujours en 2018, Trump a mis fin à plus de 60 ans de soutien financier à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA),

un geste crucial car les États-Unis étaient le principal donateur de l'UNRWA. La fermeture, en mars 2019, du consulat général des États-Unis à Jérusalem et sa « fusion » avec la nouvelle ambassade des États-Unis, qui a mis fin à la pratique des différentes missions diplomatiques en Israël et auprès des Palestiniens, était donc probablement inévitable.

La troisième partie de la « rupture » est plutôt un retour en arrière par rapport aux politiques américaines avant Oslo – c'est-à-dire, une hostilité envers l'OLP. En septembre 2018, les États-Unis ont fermé les bureaux de l'OLP à Washington et ont annulé les visas de résidence du représentant de l'OLP, Husam Zomlot, et de sa famille. En janvier 2019, on a mis fin au financement de l'agence de développement américaine USAID en Cisjordanie et Gaza ainsi qu'à celui de l'AP (à l'exception de la coordination de la sécurité). Par ces actions, Trump pense qu'il peut intimider les dirigeants palestiniens actuels à accepter l'État de bantoustan tronqué qu'Israël souhaite imposer.

Certains commentateurs se félicitent du fait que les États-Unis ne prétendent plus être un « négociateur honnête ». Cela signale aussi une situation dangereuse parce qu'il n'y a littéralement plus personne pour limiter les velléités d'Israël, que ce soit la violence militaire, la répression ou la construction de colonies. Je vis à Jérusalem-Est depuis 2012 et les changements sont palpables depuis que Trump est devenu président : les colonies s'étendent à un rythme important, le nombre d'arrestations augmentent, et Israël n'hésite pas à tirer sur les civils palestiniens qui manifestent à la « frontière » de Gaza.

La quatrième chose à noter est que l'administration Trump est pleine de néoconservateurs dont le premier souhait était de déchirer l'accord nucléaire d'Obama avec l'Iran. C'est important de le souligner car c'est en lien avec les questions politiques et l'équilibre au Moyen-Orient, alors que l'Arabie saoudite cherche à contenir l'Iran. Cette dernière est devenue, grâce à cet intérêt commun, un allié plus proche d'Israël. Malheureusement, cela signifie que les Palestiniens ont été sacrifiés sur cet autel, le prince héritier saoudien Mohammed bin Salman exigeant même prétendument que les dirigeants palestiniens acceptent tout accord de paix que Trump leur offrirait.⁴

Les Palestiniens ont essayé toutes les stratégies possibles pour mettre fin à l'occupation : plaidoyer à l'ONU, résistance non-violente, détournement d'avion, guérilla, attentats suicides, même la construction d'institutions dans l'espoir vain qu'ils puissent prouver qu'ils méritent le droit à l'autodétermination.

Pourquoi le processus de paix s'est-il déroulé ainsi ? La réponse tient en quelques mots : la situation convient à Israël, l'OLP n'a pas pu ou n'a pas voulu lui opposer une résistance viable et les principales tierces parties ne semblent pas disposées à exercer des pressions contre Israël pour faire respecter le droit international.

BC : Quelles sont les causes sous-jacentes du conflit ? Qu'est-ce que le PPIP est censé résoudre exactement ?

MT : Certains récits définissent le conflit israélo-palestinien comme un conflit essentiellement religieux – et, bien sûr, cela a eu son importance. Cependant, fondamentalement, le conflit porte sur la terre et les ressources. Israël contrôle l'accès à ces deux éléments et s'en est approprié de plus en plus par une stratégie agressive de colonisation consistant à installer ses gens dans les TPO, à s'emparer des terres et à utiliser diverses tactiques pour pousser les Palestiniens à quitter leurs terres et à s'installer dans des espaces urbains plus étroits, voire à émigrer.

Les récits concurrents de la souffrance et de la quête de l'autodétermination peuvent souvent nous faire oublier et remplacer une analyse structurelle. Nous devons nous concentrer sur cette analyse structurelle. Le conflit israélo-palestinien est fondamentalement une lutte pour la terre qui oppose un État puissant à un peuple sans État et qui a créé un cercle vicieux d'insurrection et de contre-insurrection. Les Accords d'Oslo n'ont rien changé à cela. Au contraire, ils ont donné à ces processus un vernis de légitimité et de respectabilité internationales pour qu'ils se poursuivent sous le couvert d'un processus de paix, avec une aide internationale considérable en soutien.

Nous assistons actuellement à un échec de cette aide internationale comme stratégie anti-insurrectionnelle, du moins de la part des États-Unis qui tentent d'accélérer l'imposition d'une paix du vainqueur, bien que l'Union européenne et les donateurs arabes semblent combler le vide pour le moment. Toutefois, les circonstances actuelles pourraient donner lieu à de nouvelles stratégies politiques, par exemple en provoquant l'émergence d'une nouvelle stratégie de l'OLP/AP ou de l'émergence d'un nouveau mouvement.

BC : Dans ce contexte, quels sont les rôles et les contributions des pays donateurs dans la consolidation de la paix dans les TPO ?

MT : Depuis la signature des Accords, l'aide massive fournie par les donateurs bilatéraux et multilatéraux occidentaux a pour principe de soutenir le processus de paix en vue des négociations sur le statut final. Pour les donateurs arabes, le principe énoncé est la solidarité avec le peuple palestinien. Mais l'objectif fondamental qui sous-tend les deux groupes d'acteurs est d'assurer la stabilité jusqu'à ce qu'une solution au conflit soit trouvée. J'appelle cela « contre-insurrection par la consolidation de la paix », parce que les politiques de consolidation de la paix des donateurs ont créé des techniques de pacification qui se sont intégrées aux stratégies plus « cinétiques » d'Israël et ont permis d'obtenir des résultats qu'Israël avait essayé, mais sans succès, dans le passé, notamment en matière « d'auto-gestion ».⁵ Les donateurs ont joué un rôle absolument crucial dans le maintien de l'idée du « processus de paix » et de la solution à deux États, car l'Autorité palestinienne se serait effondrée depuis longtemps sans aide et soutien. L'administration Trump a rompu avec ce consensus de 25 ans parce qu'elle est guidée par une politique étrangère néoconservatrice visant la défaite et l'isolement de l'Iran dans la région et par un agenda partisan des évangélistes chrétiens sionistes pour le soutien d'Israël.

BC : Que nous dit le PPIP au sujet des efforts internationaux de consolidation de la paix et de résolution des conflits ? Quelles leçons pouvons-nous en tirer ?

« Nous assistons actuellement à un échec de cette aide internationale comme stratégie anti-insurrectionnelle, du moins de la part des États-Unis qui tentent d'accélérer l'imposition d'une paix du vainqueur, bien que l'Union européenne et les donateurs arabes semblent combler le vide pour le moment. »

MT : Trois grandes leçons générales peuvent être tirées du PPIP. La première est qu'une occupation et un processus de colonisation ne peuvent être résolus par des pourparlers de paix bila-

téraux, mais nécessitent l'application du droit international et un processus de décolonisation. La deuxième leçon est que les divergences de pouvoir entre les parties au conflit doivent être compensées par une tierce partie disposée à exercer des pressions pour empêcher la partie puissante de dicter le processus – sinon la paix du vainqueur est le résultat probable. C'est pourquoi, 26 ans après la signature du premier accord de paix, les Palestiniens ne sont pas plus proches de l'autodétermination et de l'État souverain, et peut-être n'en ont-ils jamais été aussi loin. La troisième leçon est que l'aide des donateurs à la consolidation de la paix est une stratégie de stabilisation, ce qui signifie que dans les contextes où il n'y a aucune tentative de contrôler la partie la plus forte, cette aide sera utilisée pour contrôler la partie la plus faible, c'est-à-dire la « contre-insurrection par la consolidation de la paix ». L'aide n'est pas, et ne peut pas être, un substitut aux négociations politiques. Cependant, les donateurs pourraient utiliser des stratégies

économiques et diplomatiques pour contrôler le processus et équilibrer les écarts de pouvoir – c'est un *choix* qu'ils ne font pas dans le cas d'Israël, pour des raisons de politique étrangère qui sont trop complexes pour être abordées en détail ici.

BC : La situation en Israël et dans les TPO est-elle singulière ou est-elle généralisable à d'autres contextes ? En d'autres mots, en quoi la recherche sur le PPIP est-elle pertinente pour d'autres situations, d'autres processus de paix et d'autres efforts de résolution des conflits ?

MT : Si toutes les situations sont singulières et ont leur propre dynamique spécifique, il y a certainement des aspects généralisables au cas d'Israël et des TPO. La première étape la plus importante est de comprendre les causes du conflit. Il y a une réémergence de la littérature qui propose que nous comprenions l'expérience d'Israël et de la Palestine à travers le prisme du colonialisme de peuplement. C'était la compréhension initiale de l'OLP mais elle a été abandonnée en tant que politique officielle pendant les pourparlers de paix. Aujourd'hui, des universitaires et des militants (palestiniens

et autres) se sont réengagés dans cet important travail comparatif et théorique, en particulier depuis les travaux fondateurs de l'anthropologue australien Patrick Wolfe en 2006. Wolfe a insisté sur le fait que le colonialisme de peuplement est une structure et non un événement et a identifié Israël comme une étude de cas importante.⁶ Le colonialisme de peuplement cherche à remplacer la population d'origine du territoire colonisé par une nouvelle société de colons. Une fois qu'Israël et les TPO sont vus sous cet angle, beaucoup de stratégies et d'actions d'Israël font sens. Que les Israéliens considèrent qu'ils reviennent sur leur terre après 2000 ans ou non, le sionisme, tel qu'articulé par ses fondateurs et ses principaux partisans, se décrivait comme un projet colonial de peuplement et Israël a été construit sur les fondations de maisons et d'entreprises palestiniennes détruites ou expropriées. En effet, ce processus a été étendu aux TPO après 1967. Il est absolument crucial que cette analyse soit adoptée parce qu'une situation de colonialisme de peuplement exige un autre type de résolution de conflit – elle exige une stratégie de décolonisation, et non des « mesures de confiance » et des stratégies de médiation, qui sont, non seulement inappropriées, mais aussi inefficaces. Fondamentalement, le processus de paix israélo-palestinien a échoué parce qu'il était fondé sur une mauvaise interprétation ou compréhension des causes du conflit. C'est généralisable dans la mesure où tout processus de paix qui ne repose pas

sur une analyse solide est voué à l'échec.

BC : Depuis l'élection de Donald Trump, de nombreux universitaires, journalistes, politiciens et autres débattent de l'avenir de l'ordre international. Certains nous mettent en garde contre les dangers de transformations de grande ampleur, qui pourraient conduire à davantage de conflits armés. J'ai soutenu que nous vivons à l'époque de la politique contre-insurrectionnelle. Comment vos recherches sur Israël et la Palestine se rattachent-elles à ces questions et problèmes ou à vos recherches plus larges sur les interventions internationales ?

MT : Il est intéressant de noter que nos recherches semblent avoir convergé vers la même conclusion, à savoir que les interventions internationales (et j'y inclus la consolidation de la paix et le maintien de la paix) sont des formes de contre-insurrection conçues pour contrôler et stabiliser, tout en défendant les intérêts des élites internationales, régionales et nationales. La situation israélo-palestinienne est liée à cela de deux manières principales.

Tout d'abord, Israël est considéré comme le « laboratoire de guerre » du monde : ce pays dispose actuellement des stratégies contre-insurrectionnelles les plus sophistiquées parce qu'il est apparu et s'est développé dans un environnement hostile en tant qu'État colonial de peuplement. Israël a alors pu capitaliser sur sa sophistication militaire, technique et bureaucratique dans le monde de l'après 11 septembre pour montrer aux autres États comment espionner, contrôler et, si nécessaire, faire taire les populations résistantes. Israël a formé les troupes américaines avant que les États-Unis ne déclenchent leur guerre contre l'Afghanistan, elle a formé des escadrons d'assassins américains en Irak et elle a (en labélisant cela comme de la « sécurité intérieure ») conseillé et formé les forces de police de nombreux centres-villes américains et latino-américains, rendant floue la distinction entre forces de police et militaires. La contre-insurrection devient ensuite également une stratégie nationale plutôt qu'une stratégie internationale, ce qui brouille les frontières nationales/internationales – quelque chose sur lequel vous avez aussi écrit.

Deuxièmement, l'objectif sous-jacent de toute l'aide versée dans les TPO a été d'assurer la stabilisation. La politique de contre-insurrection comprend l'utilisation de techniques cinétiques et d'autres plus pacifiques. Alors qu'Israël a mis au point des techniques cinétiques sophistiquées, l'aide a été utilisée comme une technique pacifique pour obtenir

« Le colonialisme de peuplement cherche à remplacer la population d'origine du territoire colonisé par une nouvelle société de colons. Une fois qu'Israël et les TPO sont vus sous cet angle, beaucoup de stratégies et d'actions d'Israël font sens. »

l'accord d'un peuple occupé et colonisé en les achetant et en contrôlant ses élites politiques. Et c'est cette combinaison mortelle de mécanismes cinétiques et de gouvernance qui montre clairement qu'un peuple opprimé ne peut compter sur les élites politiques – ni nationales ni internationales – pour élaborer ou mettre en œuvre des stratégies visant à mettre fin à l'oppression et à la violence. Cela doit venir d'un mouvement massif de la société civile qui force un changement politique et stratégique.

BC : Reste-t-il de l'espoir ?

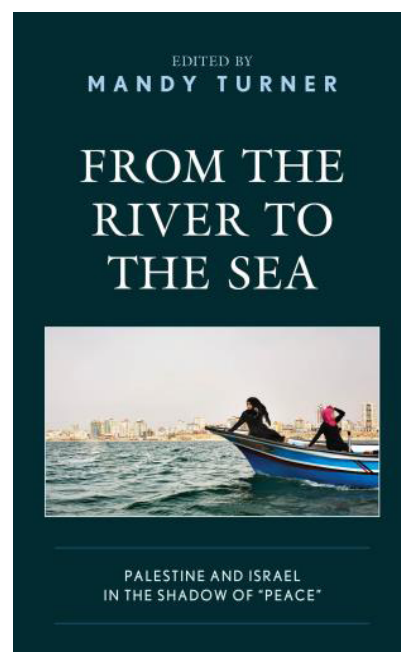
MT : À court terme, non. Mais à moyen et long terme, oui. J'aime garder à l'esprit l'idiome de Gramsci : « pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté ». En l'absence de la solution à deux États, représentée par la création d'un État palestinien souverain coexistant avec Israël, il ne reste que deux solutions. La première est la mise en œuvre intégrale du Plan Allon – généralement appelé « option jordanienne ». Dans cette optique, les zones actuellement gouvernées par l'Autorité palestinienne en Cisjordanie sont fédérées avec la Jordanie et Israël annexe ses blocs de colonies et ses zones stratégiques ; Gaza est traitée séparément ; Jérusalem-Est reste sous contrôle d'Israël ; et les réfugiés sont ignorés. La deuxième voie consiste à décoloniser l'espace allant du Jourdain à la mer Méditerranée pour créer un État représentant toutes les religions et nationalités, ce qui exigerait une séparation de la religion et de l'État, la fin de privilèges pour un groupe par rapport aux autres, des investissements massifs dans les zones palestiniennes longtemps négligées dans le système actuel et une réflexion totale sur la façon dont la représentation et la participation politiques pourraient fonctionner.

La première voie ramènerait le pendule au plan initial d'Israël lui permettant d'étendre *Eretz Israël*. La deuxième voie ramènerait le pendule au plan initial de l'OLP pour un État démocratique dans l'ensemble de la Palestine historique. Toutefois, dans une situation où il n'y a pas de cheminement clair vers l'une de ces options, la paix coloniale, qui a été initiée et légitimisée par les Accords d'Oslo et mise en œuvre dans ce cadre, continuera.

Dans mon nouveau livre, qui vient d'être publié et intitulé *From the River to the Sea: Palestine and Israel in the shadow of 'peace'*, l'universitaire israélien Yonatan Mendel écrit : « On a dit aux Israéliens qu'ils ne pourraient avoir la sécurité et la prospérité sans la paix, et pourtant ils les ont obtenues ; on leur a dit que le monde leur imposerait un prix pour l'occupation, mais le monde ne l'a pas fait ; et on leur a dit que la stabilité dont ils bénéficient ne durerait pas longtemps, mais l'occupation dure depuis presque un demi-siècle et continue de plus belle » (p.169).

Les Palestiniens sont piégés dans un entre-deux, ni paix, ni conflit, – et c'est ce « quelque chose entre les deux » qui nécessite une analyse audacieuse et sincère. Ce n'est pas une chose facile à faire parce que l'une des conséquences de ce conflit et des discours qui l'entourent a été la création d'un environnement toxique dans lequel ceux qui soutiennent le droit du peuple palestinien à l'autodétermination sont accusés d'antisémitisme par Israël et ses partisans dans une tentative de faire peur et de réduire au silence. Nous assistons à l'adoption d'un ensemble de lois à travers l'Occident qui assimilent les critiques d'Israël à de l'antisémitisme et qui interdisent le mouvement populaire et non-violent palestinien prônant le boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël, jusqu'à ce qu'il mette fin à l'occupation et à la discrimination contre les citoyens palestiniens, et permette aux réfugiés palestiniens de rentrer. Le fait qu'un mouvement populaire de la société civile soit interdit et que la critique d'un État qui réprime violemment un peuple qui lutte pour l'autodétermination soit proscrit est une tache sur la conscience du monde. Il est clair que les États occidentaux considèrent que leurs liens avec Israël sont plus importants que le droit international et l'autodétermination des Palestiniens, tout comme beaucoup d'entre eux ont continué à avoir des liens avec l'Afrique du Sud de l'apartheid jusqu'à ce qu'un mouvement fort de la société civile impose un changement politique. Je pense que ce sera la même chose pour les Palestiniens – et c'est là que réside mon optimisme prudent.

Mandy Turner est directrice du Kenyon Institute (Council for British Research in the Levant) à Jérusalem-Est.



¹ L'auteure offre à nos lecteurs un bon de réduction de 30% sur son dernier ouvrage *From the River to the Sea: Palestine and Israel in the shadow of 'peace'* (Lexington Books), en ajoutant le code « LEX30AUTH19 » lors de la commande, jusqu'au 31 mars 2020. Pour plus d'informations : <https://rowman.com/ISBN/9781498582889/From-the-River-to-the-Sea-Palestine-and-Israel-in-the-Shadow-of-%22Peace%22>

² Jerusalem Post, 16 août 2015, "Former chief of staff: Ariel Sharon designed Gaza disengagement to save West Bank settlements" : <https://www.jpost.com/Arab-Israeli-Conflict/Former-chief-of-staff-Ariel-Sharon-designed-Gaza-disengagement-to-save-West-Bank-settlements-412213>

³ UN News, 11 juillet 2017, "Living conditions in Gaza 'more and more wretched' over past decade, UN finds" : <https://news.un.org/en/story/2017/07/561302-living-conditions-gaza-more-and-more-wretched-over-past-decade-un-finds>

⁴ Al Jazeera, 30 avril 2018, "MBS: Palestinians should accept Trump proposals or shut up" : <https://www.aljazeera.com/news/2018/04/mbs-palestinians-accept-trump-proposals-shut-180430065228281.html>

⁵ Turner, M. (2015). Peacebuilding as counterinsurgency in the occupied Palestinian territory. *Review of International Studies*, 41(1) : <https://www.cambridge.org/core/journals/review-of-international-studies/article/peace-building-as-counterinsurgency-in-the-occupied-palestinian-territory/AE37296FC1C29602BC02ED626A72665C>

⁶ Wolfe, P. (2006). Settler colonialism and the elimination of the native, *Journal of Genocide Research*, 8:4, 387-409 : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14623520601056240>



Nouvelles et annonces

- Après le tragique massacre d'Ogossagou, dans le centre du Mali, la question de la sécurité, des violences intercommunautaires et des difficultés structurelles de l'État malien seront au cœur d'une entrevue avec Moussa Mara, ancien premier ministre du Mali. Cet événement aura lieu mercredi 1er mai, à 17h30 et sera animé par Bruno Charbonneau. L'entrée est libre, plus d'informations [ici](#).
- Bruno Charbonneau sera discutant lors de la conférence « Normes et pratiques en matière de maintien de la paix de l'ONU : Évolution et Contestation » à l'Université de Montréal le 8 mai. Georgina Holmes (Université de Reading), Marion Laurence (Université de Toronto), Lucile Maertens (Université de Lausanne) et Emily Paddon Rhoads (Swarthmore College) y présenteront. Cet événement est organisé conjointement par le Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM) et le Centre FrancoPaix.
- Raouf Farrah et Adib Bencherif ont offert le 23 avril un éclairage sur les liens entre criminalité et terrorisme dans l'espace sahélo-saharien, lors d'une midi-conférence intitulée « [Crime-terror nexus dans l'espace sahélo-saharien : mythes, réalités et conséquences](#) », co-organisée par le Centre FrancoPaix et l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.
- Maxime Ricard a présenté au collège Jean-de-Brébeuf, le vendredi 5 avril, une conférence intitulée « Peacekeeping, Peacebuilding, les opérations onusiennes en Côte d'Ivoire et au Mali ».
- Niagalé Bagayoko a participé au Symposium international « Violence et sortie de la violence en Méditerranée et en Afrique subsaharienne », co-organisé par la Fondation Maison des Sciences de l'Homme et l'Université internationale de Rabat (Chaire des cultures, sociétés et religions) au Maroc, les 18-19 avril 2019. Elle a présenté son étude : « [Violence, justice et amnistie en République centrafricaine](#) ».

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

**Chaire Raoul-Dandurand | UQAM
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca**

Canada 